

Loi de finances 2013: un projet "polémique"

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 14-11-2012 11:05:52

Le projet de loi de finances 2013 (PLF), annoncé pour être prioritairement social, ne manquera pas de susciter la polémique, a indiqué l'économiste marocain, Driss Benali.

La raison selon Driss Benani est que le projet prévoit une pression fiscale qui se répercute sur la classe moyenne.

"Le fonds de solidarité sociale constitue l'apport principal de ce projet de loi, mais il demeure relativement limité, vu le fardeau fiscal qui handicape les entreprises et la classe moyenne", a affirmé M. Benali dans un entretien accordé à la MAP, notant que le gouvernement veut envoyer certains messages à travers la mise en place de ce fonds de solidarité et l'amélioration de certains secteurs, notamment la santé et l'éducation nationale.

M. Benali a en outre fait observer qu'au moment où "le gouvernement compte réaliser un taux de croissance de l'ordre de 4,5 pc, il réduit le montant de l'investissement public, alors que ce dernier constitue le moteur de l'économie nationale".

"La réalisation du taux de croissance prévu constitue une performance, vu la conjoncture économique nationale et internationale", a affirmé M. Benali, ajoutant que le PLF 2013 cherche à concilier entre le besoin de la croissance et une certaine rigueur économique qui prône la hausse de la fiscalité et la baisse des dépenses publiques dans le but de réduire le déficit, vu que le Maroc connaît un déficit budgétaire de plus de 6 pc.

Ainsi, pour cet expert "si on arrive à réaliser une bonne année agricole et si nos partenaires économiques arrivent à se relancer, la réduction du déficit budgétaire à 4,8 pc du PIB est réalisable puisque l'année agricole s'annonce bien".

M. Benali estime que dans la conjoncture actuelle, il faut satisfaire trois composantes, la croissance économique, la rigueur économique et la lutte contre les inégalités, mais la résolution de cette équation demeure difficile.

"Le gouvernement actuel cherche à jongler sur ces trois composantes sans satisfaire tout le monde, d'où l'objet d'une critique généralisée", a-t-il ajouté.

M. Benali a indiqué que le PLF 2013 reste très limité puisque les contraintes réduisent les marges de manœuvre. Ainsi, lorsqu'on a un déficit budgétaire de 6 pc, une masse salariale qui ne cesse d'augmenter à côté d'une caisse de compensation qui pèse lourdement, il ne reste pas une grande marge de manœuvre devant le gouvernement.

Concernant la réduction des postes budgétaires, au terme de l'année 2013, M. Benali a indiqué que la création d'emploi doit se faire au niveau du secteur privé et non pas du secteur public. Pour cela, il propose de mettre en place un système d'incitations qui permet de stimuler l'investissement privé.

Dans ce cadre, M. Benali a reproché au gouvernement le fait de multiplier les postes budgétaires, sans que ces postes soient objectivement justifiés en terme économique, notant que les postes créés doivent contribuer à la création de la valeur ajoutée.

Dans le cadre de l'exercice 2013, l'Etat envisage de poursuivre ses efforts en matière de recrutement pour accompagner la mise en œuvre des différentes stratégies sectorielles avec une création de 24.340 postes budgétaires.

MAP